

## **Éléments complémentaires :** **note suite à la prise de parole de Emmanuel Macron du mardi 16 janvier 2024**

### **Le cap a été donné : travail – ordre – mérite avec une pratique personnelle du pouvoir.**

Mardi 16 janvier 2024, Emmanuel Macron a inventé une nouvelle forme de prise de parole : en prime time à la télévision avec des journalistes et des questions triées, il a déroulé pendant plus de 2h la feuille de route du nouveau gouvernement, avant même la déclaration de politique générale du 1<sup>er</sup> ministre devant l'Assemblée Nationale. La représentation nationale, après avoir été privée de débat et de prise de décision lors des dizaines de 49-3 brandis est une fois encore piétinée. La pratique personnelle et autoritaire du pouvoir devient un état de fait en France.

**Il a ainsi accentué le point de bascule politique dans lequel nous nous trouvons, et assumé le virage réactionnaire** sur tous les sujets en reprenant des thématiques de l'extrême-droite allant jusqu'à reprendre les termes exacts du discours zemmouriste « *pour que la France reste la France* ».

Le présupposé rhétorique conduit immédiatement celui qui écoute à se dire que la France n'est plus elle-même et envoie une image rétrograde de ce qu'elle devrait être : des enfants en uniforme à l'école, un SNU pour les jeunes, une critique des réseaux sociaux facteurs de tous les maux, des femmes qui sont là pour procréer, des étrangers trop nombreux qu'il faut criminaliser, et chapeautant le tout, des travailleurs flexibles, obéissants, payés au mérite et à la main absolue du patronat.

### **La captation par une infime minorité des richesses produites : le plan d'attaque présenté par Macron est global et très construit**

Son but est d'en finir avec les acquis toujours existants, avec toute forme de garanties collectives et de statutaire pour les travailleurs. La loi Pacte II en préparation en est le point culminant en lien avec la mise en place de France Travail, la réforme de l'assurance chômage et la réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire. Le but est clairement affiché : avoir « *des règles plus sévères en cas de refus d'une offre d'emploi* », faciliter les licenciements, restreindre toutes les formes d'indemnisation du chômage notamment en refusant les indemnités en cas de refus d'un CDI suite à un CDD.

La logique est toujours la même, faire porter la responsabilité du chômage sur les chômeurs, développer la précarité pour avoir une masse de travailleuses et de travailleurs flexibles, c'est-à-dire diminuer toujours plus le coût du travail. La réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire quant à elle vient parachever la casse de la reconnaissance des qualifications en instaurant des « blocs de compétences » c'est-à-dire des qualifications non reconnues dans le code du travail et les grilles salariales, tout en offrant aux patrons des salariés à la tâche et les privant de possibilité de déroulé et de progression de carrière. La flexibilité pour toutes et tous, à tout jamais.

Le Président de la République, en porte-parole du grand patronat et des actionnaires, continue de faire augmenter les marges pour que l'infime minorité continue de s'enrichir toujours plus et capte pour cette même minorité les produits des richesses produites aux dépens des salarié.e.s. C'est une politique d'accentuation des inégalités : dans notre pays se côtoient 5 millions de pauvres (vivant avec moins de 940 euros / mois) et un nombre de milliardaires multipliés par 3 en 10 ans.

## **Une logique martiale de la société**

Prônant une politique pour une partie minoritaire du pays, elle ne peut s'appliquer qu'avec des mesures coercitives et basées sur l'obéissance et la soumission.

C'est dans ce cadre que sur 2h de temps de parole, il en consacre près de la moitié à l'éducation et à la jeunesse, espérant matricer des esprits corvéables. La généralisation du SNU, la vision réactionnaire de l'école prise sur un angle autoritaire et utilitariste, l'uniforme, le chant de l'hymne, tout démontre une militarisation de notre jeunesse.

La jeunesse n'est jamais vu comme un atout mais comme un danger, la technologie est décriée car elle permet aux jeunes de se parler entre eux par leurs propres canaux, ce qui pour Macron est intolérable car facteur de révoltes.

La famille est repositionnée comme le cadre avec la responsabilisation des parents pour « dresser » leurs enfants et celles et ceux qui n'ont pas d'enfants sont montrés du doigt. Le « réarmement démographique » devient une consigne politique ! Faites des enfants français pendant qu'on expulse ceux des étrangers et qu'on leur refuse la nationalité française. Faites des enfants français malgré les problèmes d'infertilité liés aux problèmes environnementaux pendant que la France refuse de légiférer sur les perturbateurs endocriniens et sur les pesticides. Faites des enfants alors que vous n'avez pas de travail, des salaires de misère, des logements petits et insalubres et que vous n'arrivez pas à vous projeter dans l'avenir car plongé dans la précarité. Mais cela devient un ordre et les utérus des femmes deviennent un enjeu national.

## **Un alignement direct de la politique internationale sur les Etats-Unis**

Cela a été dit clairement : nos alliés sont les Etats-Unis et nos prises de positions diplomatiques et internationales en découlent. Notre pays n'est plus qu'un pays aligné, ayant choisi son maître. En bon élève, Macron déclare donc son allégeance à Israël, ne condamne pas la purification ethnique en cours, et s'aligne sur le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu.

**L'attaque ayant été bien détaillée et globalisée, les travailleuses et travailleurs doivent s'organiser pour la riposte car chaque attaque est une attaque de toutes et tous.**

**Personne n'est épargné ni ne peut se sentir à l'abri du projet présidentiel.**

**S'organiser en se syndiquant pour faire front et construire ensemble, avec une stratégie élaborée pour résister et aller récupérer tout ce qui leur appartient et les richesses qu'elles et ils produisent.**